

PAYSANS CONTRE LES NORMES

Destruction de l'élevage familial

«Le Collectif de paysan.ne.s contre les normes s'est créé en réaction au meurtre d'Etat de Jérôme Laronze le 20 Mai 2017 à Saily (71) à cause de ses positionnements contre les normes et l'administration. Le Collectif se voit comme un outil pour défier l'administration et l'organisation de l'industrialisation de la production agricole, destructrice du modèle paysan. L'objectif est de créer une force qui soit indépendante du piège cogestionnaire du syndicalisme, une force qui permettrait aux petits producteurs d'être enfin entendus.»

Ce que montre clairement les analyses et les actions de ce Collectif, c'est que le monde capitaliste actuel et les sociétés humaines qui en découlent, promeuvent, développent, privilégient certaines technologies, qui s'agrègent entre elles : manipulations génétiques, nano technologies, «augmentation» de l'humain (génétique, robotique, informatique), surveillance et numérisation de la société et des vies pour une société de plus en plus automatisée, centralisée et autoritaire, qui est présentée comme «innovante» et «meilleure».

Les 9 et 10 janvier, dans le Puy de Dôme, ont eu lieu des rencontres du Collectif. Deux grands thèmes étaient abordés : où en sont les luttes contre l'industrialisation de la vie agricole ? quelle opposition formuler à la gestion sanitaire humaine actuelle au regard des expériences d'éleveurs et d'éleveuses ? Nous publions ici un texte qui était destiné à alimenter les débats de ces rencontres et que nous jugeons très intéressant.

Deux nouvelles attaques contre de petits éleveurs

En cette deuxième quinzaine de novembre 2020 en Maine et Loire, le monde de l'élevage familial vient de recevoir deux graves attaques dans l'indifférence syndicale générale : 10 mois de prison requis contre un éleveur accusé de maltraitance envers ses bêtes et la vente aux enchères dans le cadre de la liquidation judiciaire d'un jeune agriculteur installé hors cadre familial depuis 4 ans. Certains, peu aux faits des dispositifs bureaucratiques et industriels de mise en coupe réglée d'un secteur encore résiduellement autonome, n'y verront que le hasard du calendrier. Nous non.

Le 17 novembre était jugé un éleveur des Mauges (1) dont les bêtes ont été saisies par la DDPP (Direction Départementale de la Protection des Populations) et confiées à une association de « protection animale », l'OABA (« oeuvre d'assistance aux bêtes d'abattage ») (2) : un taux de mortalité élevé chez l'éleveur aurait déclenché le contrôle de l'administration en charge des questions sanitaires. Il a été découvert quelques animaux maigres et crottés. L'éleveur en question achetait des bêtes de fin de marché à Cholet et Châteaubriant, plutôt maigres et mal en point, afin de les retaper : puisque personne n'en voulait et qu'elles seraient envoyées à l'équarrissage, il a décidé d'en faire son modèle économique. Sans surprise, l'audience a été surréaliste pour qui connaît le

monde de l'élevage : selon les parties civiles (l'OABA et la DDPP - Direction départementale de la protection des populations) et la procureure, l'éleveur aurait dû redoubler de soin et de paille pour ces animaux qu'il venait d'acheter, au risque de compromettre l'équilibre économique de son exploitation. Pourtant, deux ans plus tôt, l'exploitation, qui connaissait déjà des taux de mortalité similaires à ceux qui lui sont reprochés aujourd'hui, avait été jugée conforme lors d'un contrôle de la DDPP. Il semble que le tintamarre médiatique dont ont bénéficié les animalistes et végans sur la question du bien-être animal porte ses fruits et s'impose (s'infiltrer?) jusque dans les tribunaux. La logique administrative étant ce qu'elle est, 20 % des bovins seront abattus et incinérés pour chauffer les fourneaux d'une cimenterie de Niort. La raison ? Un défaut d'identification (ce que conteste l'éleveur) remettant gravement en cause la sacro-sainte traçabilité. On comprend donc que la traçabilité - dont les effets sur la santé des populations sont plus que douteux étant donné les nombreux scandales ayant émaillé l'industrie agro-alimentaire ces dernières années (3) - est moralement supérieure au bien-être animal tant défendu par ailleurs. Comprenez qui pourra... Loin d'être isolée, la « maltraitance » est l'argument clef de cette mécanique répressive, administrative et judiciaire : elle est bien documentée dans toute la France. Elle comporte d'ailleurs quelques acteurs récurrents parmi lesquels la DDPP, des as-

sociations de protection animale et des maquignons. Cette machine bureaucratique-industrielle permet de mettre l'élevage familial au pas, tout en contribuant à financer associations et négociants. Le pillage des élevages est en voie d'achèvement (4).

Une semaine plus tard, la machine judiciaire enterrait les rêves de vie avec les bêtes d'un jeune, installé depuis 4 ans, hors cadre familial, lors d'une vente aux enchères humiliante. Les 153 bovins de race « Rouge des prés », dont certains sélectionnés et primés à Paris, sont adjugés en un seul lot à la moitié de sa valeur à un acheteur au téléphone, un gros négociant et industriel de l'agroalimentaire bien connu dans la région (5). Le marché du veau de boucherie étant au plus mal, nul doute que les 50 veaux du troupeau partiront à l'équarrissage : le bien-être animal peut bien attendre. Le commissaire-priseur, petit baron débarqué de son 4x4 rutilant, est venu faire le show (6) et piétiner de sa morgue ce jeune et sa famille. Le symbole est terrible. Pourtant, de nombreux petits éleveurs avaient fait le déplacement de Normandie, de Mayenne et de Sarthe pour pouvoir acheter chacun quelques bêtes pour leur donner une vie digne. Il faut bien regarder les choses en face : l'État se fout de récupérer le plus d'argent possible, sinon il aurait vendu les animaux en petits lots. Ce que l'État veut, c'est démontrer sa capacité de vie et de mort sur nos exploitations et sur nos vies, nous qui

sommes ses administrés (7). Pendant la vente, l'éleveur et son épouse, têtes hautes, ravalent leur colère : ils n'ont rencontré personne pour les aider dans leurs difficultés. Gageons que le voisinage s'entre-déchire déjà pour se partager les terres. Le dernier espoir de cet éleveur avant de tourner la page ? Qu'une assistante sociale de la MSA (Mutuelle sociale agricole), trop rare bonne volonté au sein d'une administration hostile et inféodée à la politique du chiffre, fasse empêcher la saisie de la maison et de la voiture familiale.

Ces deux exemples ne sont évidemment pas des cas isolés. Pour ce qui est des saisies administratives au nom de la maltraitance, les précédents sont nombreux et ont de nombreux points communs, mais le plus terrible est l'absence totale de soutien de la profession pour les agriculteurs mis en cause. Cette accusation est infamante et ne mérite aucune marque de solidarité. Pourtant, le cas Jérôme Laronze, assassiné par la gendarmerie en 2017, devrait inciter à la prudence, surtout depuis la condamnation de la DDPP dans cette affaire pour procédure abusive (8).

Pour ce qui est des liquidations judiciaires, la FNSEA et les centres de formations agricoles nous répètent ad nauseam qu'un échec dans la gestion de nos fermes est dû à notre faiblesse technique ou à des erreurs dans les choix d'investissements. Comment alors ne pas interioriser les difficultés, d'autant que le secteur agricole est présenté dans son ensemble comme dynamique et compétitif ? Les décades d'endoctrinement industrialiste ne sont pas sans effets. Du côté de l'« alternative citoyenne » et « engagée » et de ses analyses systémiques politiquement souvent naïves, l'« agriculture paysanne » est présentée comme LA solution pour s'en sortir, faisant fi des difficultés structurelles du monde de l'élevage.

L'Etat veut en finir avec l'élevage familial

L'élevage familial en France subit en effet depuis quelques années une nouvelle salve d'attaques de la part de l'administration, visant cette fois à le faire disparaître. Le but est le même que lors des précédentes

phases d'industrialisation du secteur, le vocabulaire, lui, a été actualisé à la sauce environnementaliste et larmoyante : trop polluant, trop « émetteur de gaz à effets de serre », trop maltraitant ... mais surtout encore trop autonome. A titre d'exemple, « la Fondation Droit Animal, éthique et science », présidée par Louis Schweitzer (ancien président de Renault) et Laurence Parisot (ancienne présidente du Medef) – sans doute pour se racheter une conscience hors-sol à peu de frais - organisait en début d'année un grand colloque dans le rutilant amphithéâtre de la Sorbonne. La thématique ? Le bien-être animal et l'avenir de l'élevage (comprendre fin de l'élevage dans la novlangue technocratique orwellienne), avec la participation du syndicat majoritaire (la FNSEA), des principaux industriels de l'agroalimentaire et du gratin de la recherche en zootechnie (9). Pour notre salut, pas sûr qu'il faille compter sur la recherche scientifique socialement responsable, indépendante et pourvoyeuse de progrès... A l'INRA en effet, fleuron scientifique de la modernisation et de la rationalisation de l'agriculture, on murmure lors des réunions de directeurs d'unités de recherche que l'élevage familial n'a pas d'avenir, étant donné les contraintes liées aux zoonoses qui ne manqueront pas de s'étendre dans les prochaines années. Deux solutions sont évidentes pour les grands pontes : favoriser le hors-sol en bâtiments fermés et développer les alternatives à l'élevage familial via la production de protéines *in vitro* (10). Ça tombe bien pour cette institution en mal de financements : au vu du réservoir de croissance que représente cette nouvelle révolution industrielle (NBIC, comme nanotechnologie, biotechnologie, informatique et sciences cognitives), les investissements industriels commencent à pisser ! Ne soyons pas défaitistes néanmoins, et comme la Confédération Paysanne, espérons que cette nouvelle étape de la modernisation de l'agriculture nous laisse une toute petite place pour notre niche d'agriculteurs paysans entretenant le paysage et divertissant par nos coutumes « traditionnelles » le touriste bucolique....

Face à ces attaques à mort contre l'élevage familial :

- nous accusons la DDPP et les services de l'État d'organiser la

mort de l'élevage familial avec un lien au sol, au nom notamment de l'idéologie, hors-sol et urbaine, du bien-être animal. Par l'imposition de nouvelles normes liées au bien-être animal, ils définissent des standards que seuls les élevages hors-sol, climatisés et robotisés, pourront respecter. Cet écrémage des exploitations par les normes de bien-être animal n'est que le prolongement d'une stratégie commencée bien avant (directives nitrates, chartes de bonnes pratiques d'hygiène, biosécurité, etc) (11). Cette inflation normative rend, de fait, impossible la perpétuation de fermes à taille humaine.

- nous accusons la Chambre d'Agriculture de pousser les jeunes s'installant en élevage à surdimensionner leurs projets et à exagérer les rendements, et donc la rentabilité. La présence des banques lors des présentations de projets, illustre leur connivence avec les acteurs industriels et financiers vampirisant la profession.

- nous accusons la chambre d'agriculture et les centres de gestion de participer à la survalorisation des outils de production cédés aux jeunes, en ne prenant pas en compte la rentabilité économique de la reprise, et en condamnant par là-même les jeunes à se surendetter pour augmenter leurs capacités de remboursements, poursuivant ainsi la fuite en avant industrialiste de l'agriculture.

- nous accusons les centres de gestion et les banques de pousser les jeunes éleveurs vers des stratégies capitalistiques d'investissements déraisonnables, pour l'amélioration d'indicateurs comptables bien dérisoires au vu des sacrifices économiques et familiaux qui leur seront demandés pour le restant de leur vie.

- nous accusons les banques de soutenir de manière irrationnelle et inconditionnelle les éleveurs ayant des stratégies d'investissements massifs et d'abandonner les éleveurs aux ambitions tempérées par le bon sens.

- nous accusons les syndicats, dans leurs déclinaisons nationales et locales, de maquiller les difficultés du monde de l'élevage. D'un côté, la FNSEA loue le dynamisme des éleveurs industriels, compétitifs vis-à-vis du reste du monde. De l'autre, la Confédération Paysanne idéalise l'agriculture paysanne et le petit élevage, la transformation et la vente directe. La réalité est que 30% des exploitants agricoles se rémunèrent moins de 350€ par mois (12).

nous accusons l'État et la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne de soumettre les agriculteurs à des contrôles systématiques et absurdes, rendant quasiment obligatoire la nécessité de dédier 20 % de notre temps à des tâches administratives absurdes, sous prétexte de nous verser une obole, rendue nécessaire par notre inclusion dans la compétition internationale. Cette « aide aux revenus » organise l'étranglement de ces éleveurs obligés à tout bricoler eux mêmes au risque de leur vie (13).

Nous appelons :

- à organiser des réseaux locaux de solidarité entre petits agriculteurs, bio et non bio, afin de soutenir par des coups de main les éleveurs en difficulté. L'objectif est de ne pas laisser seul un agriculteur isolé et dans la panade.

- à ce que des éleveurs amis soient systématiquement présents lors des contrôles de l'administration afin de rétablir un équilibre dans le rapport de force entre l'agriculteur isolé et les services de contrôle

- à s'opposer physiquement aux saisies de troupeaux organisées par la DDPP

- à empêcher la tenue de vente aux enchères et liquidations judiciaires, afin de pouvoir réfléchir avec l'éleveur en difficulté à des solutions de sortie de la crise

- les avocats militants à nous aider à contre-attaquer contre les abus de l'administration

- à rendre publique chaque spoliation dont sont victimes les éleveurs, de la part des banques ou des services de l'État

- à créer des réseaux d'entraide pour prévenir tout risque de spoliation.

- à ne surtout rien demander à l'État et ses appendices.

9-01 - Terre et Liberté ! (14)



1- <https://www.aveniragricole.fr/actualite/article/dix-mois-de-prison-requis-contre-leleveur-thierry-herve>

2- <https://www.youtube.com/watch?v=LxcBk97j210> <https://www.youtube.com/watch?v=BoJBHvdV5Lg>

3- <https://www.nouvelobs.com/societe/20181009.OBS3665/un-monde-de-sales-petits-secrets-confessions-d-un-repent-de-l-agroalimentaire.html>

4- <https://blogs.mediapart.fr/collectif-parias/blog/030920/contre-lideologie-animaliste-et-son-systeme>

5- Les manœuvres de cet industriel multinational illustrent de manière presque caricaturale l'interdépendance entre monde industriel et bureaucratie normative dans le cadre de la « modernisation » de l'agro-industrie. En 2006, la mise aux normes d'un de ses abattoirs a été réalisée à grands frais à coups de subventions européennes, puis il a été aussitôt vendu à la deuxième coopérative agricole française qui l'a définitivement fermé quelques mois plus tard. Sans doute une histoire de gros sous, mais pas assez pour inquiéter la justice.

6- <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/cholet-49300/cholet-les-droles-de-ventes-aux-encheres-de-maitre-chauvire-6409533>

7- Xavier Noulhianne (2016). *Le ménage des champs*. Ed. Dubout de la ville

8- <https://reporterre.net/Lettre-a-jerome-monfrere-paysan-tue-par-un-gendarme>

9- <https://www.youtube.com/watch?v=o3oreHFmLQY>

10- Pour les scientifiques politiquement niais de l'INRA, les limites de la production de viande *in vitro* sont à chercher du côté des coûts et de l'acceptabilité. Gageons que si c'est effectivement le cas, les start-up de la Silicon Valley, rejets des GAFAM, en collaboration avec nos altruistes Etats, devraient pouvoir y remédier sans trop de difficultés. La spécialisation de ces scientifiques dans leur domaine de recherche étant un frein à la compréhension des processus techniques, nous les engageons à se référer aux travaux de Jacques Ellul sur l'autonomie de la technique et de Lewis Mumford sur les liens entre technique et démocratie. https://www6.inrae.fr/productions-animales_eng/content/download/6657/90777/versio/n/1/file/Prod_Anim_2013_26_4_05.pdf

11- <https://larotative.info/1-etat-elimine-les-agriculteurs-2362.html>

12- https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/11/16/oui-30-does-chefs-d-exploitations-agricoles-gagnent-moins-de-350-euros-par-mois_5215831_3232.html

13- Nous n'avons pas trouvé de statistiques de la MSA à ce sujet. Pourtant, nous connaissons tous un ou plusieurs voisins décédés suite à un accident dans le cadre de leur métier d'agriculteurs...

14- Mot d'ordre de l'anarchiste mexicain Ricardo Flores Magon, repris par la FAI lors de la guerre civile espagnole https://fr.wikipedia.org/wiki/Tierra_y_Libertad